

ANSEJ ET CNAC

Un annuaire des startup d'ici la fin de l'année

**Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a annoncé hier qu'une plateforme regroupant les startups exerçant dans le cadre de l'Ansej et la Cnac sera créée d'ici la fin de l'année en cours. Une sorte d'annuaire de startup algériennes.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Le but de cette initiative expliquait, hier, Mourad Zemali lors d'une rencontre nationale avec les directeurs d'agences et d'antennes de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) et de l'Ansej est de mettre ces microentreprises créées dans le cadre de ces deux dispositifs en relation de partenariat. Puisque, dit-il, ces jeunes entrepreneurs ne se connaissent pas entre eux. Pourtant, ils peuvent être complémentaires. Il s'agit de créer, selon le ministre, un club de startup algériennes.

Pour commencer, un premier rendez-vous se tiendra entre ces entreprises lors d'un salon qui leur sera dédié. Une cartographie des activités sera aussi créée pour pouvoir orienter les jeunes entrepreneurs dans la création de startup valorisant les richesses locales. Des tentatives ont eu lieu dans le passé, dit-il, pour la création de cette cartographie, mais elles n'ont pas abouti.

Par ailleurs, le ministre a donné ses recommandations aux deux organismes de préparer, chacun de son côté, une stratégie pour son secteur afin de mettre en œuvre le plan d'action du gouvernement. Dans ce cadre, chacun de ces deux organismes, recommande M. Zemali, doit poursuivre la promotion de la création de microentreprises créatrices de

«richesses et d'emplois en les orientant vers la valorisation des potentialités locales d'une part, et le développement d'activités à haute composante technologique d'autre part». Ils sont soumis aussi de renforcer la relation avec les autorités locales en vue de dresser un état des besoins susceptibles d'être pris en charge par le biais des microentreprises, veiller à poursuivre les programmes engagés en matière d'amélioration des conditions d'accueil des citoyens à travers une formation au profit de tout le personnel chargé de l'orientation, de l'accueil et de l'unification des efforts des organismes Ansej et Cnac en matière de prise en charge des préoccupations des jeunes à travers la mutualisation de leur moyens, notamment en matière de suivi post création des microentreprises.

Le ministre du Travail a aussi donné ses instructions, lors de cette rencontre, première du genre, afin d'accorder une attention particulière à l'accompagnement des sortants des universités et des grandes écoles, notamment quand ces derniers proposent des projets innovants «à haute teneur technologique», ainsi que de redynamiser les procédures de recouvrement des crédits octroyés par l'Ansej et la Cnac pour la création de microentreprises, afin d'arriver, progressivement à l'autofinancement des

dispositifs et d'alléger la charge sur le trésor public. A ce sujet, Mourad Zemali a indiqué que 60% des projets ont été financés l'année dernière, suite au recouvrement des crédits. Les entreprises créées dans le

cadre de l'Ansej et de la Cnac doivent aussi avoir la priorité dans la sous-traitance, a instruit le ministre du Travail qui a rappelé que l'objectif assigné pour l'Anem, dit-il, pour l'exercice de 2017, prévoit le placement de 400 000

demandeurs d'emploi, l'insertion de 44 200 jeunes primo demandeurs dans le cadre du DAIP, le recrutement de 30 000 jeunes primo demandeurs en contrats de travail aidé (CTA). **S. A.**

CONFLIT ENTRE LES PHARMACIENS ET LA CNAS

«Aucune décision n'est prise pour la suppression des incitations sur la vente des produits locaux»

Le ministre du Travail a affirmé, hier, qu'aucune décision n'est encore prise concernant la suppression de l'article 27 du décret 09-396 accordant des incitations aux pharmaciens dans la vente et la promotion des produits pharmaceutiques fabriqués localement.

«Aucune incitation n'a été supprimée, et pour le moment il y'a des négociations entre les deux parties, Cnas-représentants des pharmaciens, et si une décision sera prise, ça se fera avec le consentement des deux parties», a affirmé le ministre qui dit qu'aucun préjudice ne sera porté aux pharmaciens.

Cependant, dit-il, la caisse d'assurance sociale souffre d'un problème équilibre financier et elle tente avec les partenaires, notamment les pharmaciens de trouver une solution afin de préserver son système social.

Pour rappel, le Syndicat national des pharmaciens d'officine a annoncé une grève d'une demi-journée pour le 12 juillet prochain pour protester contre la décision de la Cnas.

Un mouvement qui n'est pas fondé, selon le premier responsable du secteur du travail.

**S. A.**

SAUVEGARDE ET PRÉSERVATION  
DE L'ENVIRONNEMENT

La feuille de route du gouvernement

**Fatma-Zohra Zerouati, ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, a tenu, hier, une conférence de presse au Cercle national de l'armée, à Béni Messous, pour présenter le programme dégagé de «La Rencontre nationale des cadres du secteur». Cette rencontre prend place, après de longues semaines de consultations, durant le mois de Ramadhan, entre les cadres de différents secteurs.**

**Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir)** - Ce programme gouvernemental de complémentarité vient installer une stratégie qui s'exécutera de manière

pyramidale allant de la base vers le sommet, et qui se tient sur quatre piliers, essentiels, à savoir mettre de l'ordre dans les priorités, lancer des

campagnes de sensibilisation, décréter des lois de pénalisation «pollueur payeur», souligne-t-elle, ajoutant que «la valorisation des déchets servira l'économie nationale», car «arriver à 0% de déchets est un objectif très réalisable, si chacun y mettait du sien, a-t-elle déclaré, surtout quand on sait que le recyclage est une source financière sur laquelle s'appuient beaucoup de pays depuis des décennies. Les déchets, «contrairement à ce que beaucoup pensent, peuvent être également source de milliers d'emplois».

**M. A.-S.**

TRAVAUX PUBLICS

Reprise des travaux au tunnel Djebel-el-Ouahch

**Profitant de sa visite de travail et d'inspection effectuée, hier dans la wilaya de Constantine, la première du genre, pour le tout nouveau ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane aura surpris aussi bien ses hôtes que les responsables de l'entreprise publique Cosider par son allant à faire abstraction des effets d'annonces dûment préparés.**

En effet, le ministre qui ne s'est guère attardé dans les consultations qu'il eut sur le site du tunnel de Djebel El Ouahch qui a fait couler beaucoup d'encre depuis l'effondrement qu'il a subi le 1<sup>er</sup> janvier 2014, annoncera à la surprise générale, le lancement officiel des travaux de confortement et de reprise du tunnel par l'entreprise publique Cosider.

Une annonce pressentie pour les prochaines semaines, mais qui n'était vraisemblablement pas inscrite à l'ordre du jour et encore moins transcrite au programme de cette visite. Aussi, prenant acte des engagements et assurances émis sur le chantier par les responsables de Cosider, le ministre prit à son tour ses responsabilités en annonçant officiellement le lancement des travaux.

Zaâlane qui ne s'étalera pas sur les péripéties ayant marqué la réalisation de ce tunnel devenu presque une hantise pour les différents responsables du département des travaux publics, et encore moins sur le conflit avec le consortium nippon Cojaal qualifié par l'un de ses prédécesseurs de question

relevant de la souveraineté nationale, arguera que le temps pris était nécessaire aux études et expertises permettant une reprise sereine et sans risque pour une livraison prévue dans 24 mois. Un délai que le ministre compte réduire sans pour autant influencer sur la qualité de l'ouvrage, selon ses dires.

Pour le nouveau ministre des Travaux publics et des Transports «Les projets relevant du secteur des travaux publics dans la wilaya de Constantine ont bénéficié d'un grand soutien de l'Etat à travers le programme du président de la République ? Mais il n'en demeure pas moins que des réalisations importantes tels que le transhumel Salah-Bey ou encore l'auto-route Est-Ouest nécessitent des opérations de confortement, de consolidation et de valorisation. Nous avons pris des décisions importantes, aujourd'hui même, en procédant au lancement officiel de la reprise des travaux au niveau du tunnel de Djebel El Ouahch, considérant le fait que les usagers de l'auto-route sont obligés aujourd'hui d'emprunter un contournement long de 13 km au lieu 1 900 m seulement de tun-

nel en sus des dangers contenues le long de cet évitement. Aussi, nous avons pris le temps nécessaire pour approfondir les études. Nous avons également ordonné le renforcement du chantier du deuxième tunnel situé dans la localité de Zighoud-Youcef et espérons inaugurer ce dernier au 1<sup>er</sup> novembre prochain. Nous comptons également booster la cadence des travaux d'extension de la ligne de tramway vers la nouvelle ville, Ali-Mendjeli. Ce sont autant de réalisations dont l'exploitation doit être optimale, car, à défaut, l'investissement consenti demeurera en berne et est considéré comme dormant. Le rendement économique et social de ces réalisations doit se ressentir. Lors de cette visite, nous avons aussi donné le coup de starter à la réalisation d'une station de drainage des eaux souterraines à l'effet de conforter le transhumel».

Un marché d'un montant de 3 milliards de dinars qui a failli provoquer le courroux du ministre au regard des moyens matériels et humains mis en place pour son exécution. Aussi, ordonnera-t-il le renforcement du chantier à l'effet de procéder aux excavations des tunnels et à la consolidation du terrain devant accueillir cette station éminemment importante à la sécurisation du pont Salah-Bey et ce, avant l'hiver prochain, afin d'éviter les aléas de saison.

Il conviera d'ailleurs les responsables de ce chantier à une réunion de travail au ministère dès mardi prochain. **K. G.**

HOCINE NECIB TRACE LES  
CONTOURS DE SON SECTEUR

Un plan d'urgence pour les ressources en eau

**L'ancien-nouveau ministre des Ressources en eau veut clore définitivement le dossier de la gestion de l'eau en Algérie. C'est le message-clé qui ressort de la réunion qui s'est tenue hier au département de l'eau en présence des cadres de son département.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - L'Algérie ambitionne d'augmenter la superficie des terres irriguées de 1 000 000 d'hectares d'ici à 2019, ce qui représente le double de la surface actuellement irriguée. Pour ce faire, elle aura besoin de développer à la fois la gestion et les infrastructures de l'eau.

Hier, lors de la réunion avec les cadres de son département, le ministre des Ressources en eau a donné de fermes instructions aux cadres en charge de la gestion de l'eau de veiller scrupuleusement sur cette «importante denrée» qui est l'eau, tout en plaidant pour une prise en charge de la demande de la population.

Il explique qu'«aujourd'hui, avec le dessalement d'eau de mer, on va pouvoir dédier les eaux des barrages et les eaux souterraines en grande partie à l'agriculture, ce qui va augmenter les surfaces irriguées car nous considérons que c'est un enjeu stratégique», soulignant dans ce contexte que «les secteurs des ressources en eau et de l'agriculture travaillent en parfaite collaboration».

«Pour faire face au défi d'avoir suffisamment d'eau, nous sommes en train de développer une plus grande infrastructure, assure le ministre qui précise que cela permettra de donner plus d'importance aux régions intérieures de l'Algérie et de créer des opportunités en dehors des grandes villes côtières».

A ce propos, il fera savoir qu'à la fin de l'année 2018, «l'Algérie va réceptionner huit nouveaux barrages ce qui augmentera le nombre à soixante barrages et onze stations de dessalement et autant de stations dépuración d'eau». Il a par ailleurs laissé entendre que «certaines régions du pays, riches en potentiels agricole et industriel, souffrent cependant d'une menace constante de sécheresse, ce qui empêche les domaines agricoles de se développer».

Au sujet du spectre de la sécheresse qui risque de frapper notre pays, le ministre de l'eau a déclaré «qu'en ces trois mois d'été les coupures d'eau augmentent de jour en jour, à travers les wilayas du pays». Dans ce sens, le ministère des Ressources en eau a mis en place un plan spécial, afin de combattre la sécheresse. «Depuis le début de l'été, les coupures d'eau deviennent de plus en plus fréquentes dans certaines régions, à cause des travaux de réparation des conduites. Devenues très usées avec le temps, le ministère est en train de les remplacer par un nouveau dispositif de fibre optique», précise M. Necib.

«Pour ces trois mois, plus de 200 camions citernes alimenteront différents quartiers d'eau potable», souligne-t-il. Ajoutant que «les gens n'ont rien à craindre de ces citernes, vu que l'eau qu'elles contiennent est traitée et examinée par des experts. Ainsi, ces eaux sont à 100% potables».

**A. B.**